

A propos de l'UDMF... Hamid Zannaz : “les partis islamistes utilisent la laïcité pour la combattre”

écrit par Gamma | 31 mai 2019



Je vous propose ci-dessous un article de Hamid Zannaz, écrivain Algérien. Article écrit en langue arabe sur le site Al Arab.

Il explique bien ce que font les partis politiques islamistes en France et en Europe ainsi que le but recherché. Edifiant.

J'ai traduit le texte à partir de google traduction en apportant des rectifications à cette traduction.

Source :

<https://alarab.co.uk/%D9%81%D8%B1%D9%86%D8%B3%D8%A7-%D8%A3%D8%AD%D8%B2%D8%A7%D8%A8-%D8%A5%D8%B3%D9%84%D8%A7%D9%85%D9%8A%D8%A9-%D8%AA%D8%B3%D8%AA%D8%B8%D9%84-%D8%A8%D9%82%D9%88%D8%A7%D9%86%D9%8A%D9%86-%D8%B9%D9%84%D9%85%D8%A7%D9%86%D9%8A%D8%A9->

[%D9%88%D8%AA%D8%AD%D8%A7%D8%B1%D8%A8%D9%87%D8%A7 -
%D8%A8%D8%A3%D9%81%D9%83%D8%A7%D8%B1 -
%D8%A3%D8%B5%D9%88%D9%84%D9%8A%D8%A9](#)

France .. Les partis islamiques qui utilisent la laïcité et la combattent avec des idées fondamentalistes

Les partis et organisations islamiques en France et en Europe en général représentent un bref échantillon de la réalité sur l'islam politique dans son environnement d'origine, la différence résultant des environnements européens différents de ceux de leurs homologues islamiques. Les lois européennes qui leur permettent de s'engager dans la vie politique sont utilisées pour mener une "lutte" pour changer ces lois et ces constantes politiques, le tout sous prétexte de défendre les musulmans et de lutter contre le racisme.

Intégration ou extrémisme

Les musulmans ne souffrent d'aucun racisme officiel: le racisme n'existe pas au niveau des institutions et des lois de la République française, cela ne veut pas dire que la France est exempte de racistes: ils existent comme dans le reste du monde, mais ce qui est devenu un phénomène depuis de nombreuses années est l'expression croissante et exagérée de la souffrance des musulmans du racisme en France, de sorte que l'observateur étranger croit que les musulmans sont soumis à une discrimination raciale systématique dans le pays des libertés et des droits de l'homme en raison de leur race et de leur religion.

Les organisations islamiques en France et les organisations d'extrême gauche développent ce sentiment de persécution parmi les musulmans: le premier est la recherche d'une cause et d'une catégorie populaire pour l'exploitation électorale. Le second est de répandre l'idéologie de l'islam et de susciter la suspicion dans le cœur des musulmans afin de s'opposer à

leur intégration dans la société française et de les transformer en une "victime" éternelle du faux racisme afin de faire chanter les autorités françaises. L'opportunisme des gouvernements de gauche et des gauches successives, l'attrait du pétrodollar, la politique d'achat de la paix sociale, l'effondrement de la plupart des médias achetés par les puissances financières, l'encouragement de nombreux membres de la communauté musulmane, eux-mêmes devenant des agents pour tous les musulmans vivant en France et devenant des associations et des partis politiques vivant sous le signe de la lutte contre le racisme et la défense des droits des musulmans, qui existent déjà et d'autres qui contredisent complètement les valeurs de la république laïque française. C'est une extension des partis islamiques officiels en France.

Parti des musulmans de France

Le parti français musulman a été fondé en 1997 à Strasbourg, dans l'est de la France, sous la direction de Mohamed Latrèche, défenseur du port du foulard dans les écoles. En 2007, il n'avait remporté qu'un pourcentage ridicule de 1% et avait participé aux élections municipales de 2008. Son fondateur et président est retourné au premier plan des événements en mai 2014, lorsque son argent et ceux de son association culturelle islamique ont été gelés par la justice française pour incitation au terrorisme et soutien au jihad armé. Les médias français ont souvent évoqué ses relations avec l'extrême droite antisémite, comme l'a souligné la presse lors d'une réunion en Grèce en 2003 sur les relations entre le Parti des musulmans français, les mouvements nazis et le fascisme européen.

Union des Français Musulmans

Le parti de l'Union des Démocrates Musulmans Français se définit sur son site officiel qu'il a été fondé en novembre 2012 par Najib Azrouki pour unir tous les musulmans français qui souffrent d'arbitraire à cause des préjugés du régime,

dans le but de trouver une alternative dans le cadre de la société française dans les domaines économique social et politique.

Nous avons lu dans le programme du parti qu'il souhaitait changer le point de vue de la société française sur la religion musulmane car les philosophes, les écrivains et les représentants des médias avaient transformé l'islam en un problème et déformé l'image des hommes politiques, semblant même incompatible avec la démocratie. Le parti estime que l'une de ses priorités est de mettre fin à la dernière distorsion des musulmans en France et de lutter contre les raisons de l'échec des politiques d'intégration. Le programme et les objectifs du parti peuvent être résumés comme suit:

Le développement du commerce halal, l'adoption des banques islamiques comme alternative éthique au système bancaire traditionnel pour éviter les crises financières, la lutte contre les préjugés à l'égard des musulmans et de leur religion, l'abrogation de la loi interdisant le port du foulard dans les écoles et l'État interdisant aux étudiants voilés d'acquérir des connaissances; Pour l'Union européenne, la libération de la Palestine sans aucune condition et le début de la levée du siège sur la bande de Gaza et de la libération immédiate des prisonniers palestiniens et de la situation du peuple palestinien sous protection internationale, revendication du droit des étrangers de participer aux élections locales Et enseigner l'arabe à tous les niveaux de l'éducation. Le parti a présenté des candidats aux élections législatives de 2017 et le résultat était très faible. Ils ont tous été éliminés au premier tour le 11 juin.

Français et musulmans

Nizar Bourechada s'est séparé du parti susmentionné de l'Union des Démocrates Français et a expliqué ce schisme avec le manque de démocratie au sein du parti, ce qui l'a conduit à se tourner vers la création du parti dont il est actuellement à

la tête “des Français et des musulmans”. Le parti a participé aux élections régionales de 2015 et a obtenu de maigres résultats. Rebelotte pour les élections législatives de 2017 et les résultats du chef du parti sont triviaux dans son rôle initial, comme auparavant.

L'un des objectifs du parti est de travailler à l'émergence d'une force politique qui assure l'harmonie sociale et la désintégration du discours dit unilatéral sur l'identité qui nie l'identité française multidimensionnelle afin de reconnaître toutes les composantes de l'identité française, y compris l'islam, et de participer à toutes les élections à venir. Selon leur programme et les déclarations de ses cadres, la lutte contre les soi-disant islamistes et la gauche avec “l'islamophobie”. En plus de certains des principes stéréotypés et des exigences que ce parti sectaire tente de dissimuler pour se présenter comme un parti comme les autres partis, il demande un réexamen des restes de la loi de 2004, qu'ils appellent “l'interdiction du port du foulard dans les écoles”, qui est en fait une loi interdisant tout prosélytisme. En outre, nous trouvons dans ses revendications religieuses l'ajout d'un jour de congé annuel et la signification de l'Aïd al-Adha et du champignon. Pour dissimuler son orientation sectaire, il demande deux jours comme fête religieuse juive, comme si les juifs ne défendaient pas leurs intérêts en France autres que les islamistes.

Parti de l'égalité et de la justice

Le parti “Egalité et Justice” est un parti islamiste conservateur fondé en 2015 et dirigé par Shakir Klak, basé à Oberni, dans l'est du pays. Il a participé aux élections régionales de 2015 et aux élections législatives de 2017, au cours desquelles il a présenté des candidats qui attendaient et qui réclamaient un remaniement de la loi de 1905 sur la

séparation de l'Église de l'État dans des conditions raisonnables pour les musulmans.

En réalité, ce parti représente la façade informelle de l'AKP, à l'instar du Dink aux Pays-Bas. Le chef du parti, Shaker Klak, estime que la Turquie est plus démocratique que certains ne le penseraient. Bien que le Parti de l'égalité et de la justice offre un programme qui contient des suggestions générales que tout parti politique a eues, certains d'entre eux proviennent directement de la littérature sur l'islam politique et ne cachent que peu d'informations. Il déclare qu'il s'adresse aux musulmans, mais ne le mentionne pas publiquement, mais se déguise en " Et ceux qui ont déçu le régime. " L'un des problèmes mis en avant par le Parti de l'égalité et de la justice, dont l'islam est également révélé, est celui de l'éducation, qui appelle à l'adaptation des programmes d'histoire et d'éducation civique à la diversité culturelle et religieuse en France.

Il appelle également à une révision de la laïcité, à un gel de ses travaux et à l'application de l'esprit de la loi de 1905 sur la laïcité en ce sens qu'il existe un État qui "ne reconnaît aucune religion, mais laisse les religions libres d'exprimer ce qu'elles souhaitent".

Mais l'objectif des partis islamiques de participer aux élections n'est pas de gagner des sièges, mais d'obtenir plus de 1% des voix dans 50 circonscriptions électorales, ce qui permet au parti d'obtenir plus d'un euro par an pour chaque vote obtenu pour une période de 5 ans. .

Ainsi, les contribuables français financent des partis musulmans qui entendent appliquer la loi islamique dans leur pays qui cultivent la sédition et font obstacle à l'intégration des musulmans dans la société française.

Hamid Zannaz